



**13** QUELLE VILLE VOULONS-NOUS ?



**08** 24H AVEC JOEL



**12** PARIS QUE J'♥



**06** TABLE RONDE COUMIAN BESSAC



**10** VOISINS

**EluEs communistes et apparentés de Paris**

**AdjointEs au Maire de Paris**

- Clémentine AUTAIN (app.), Jeunesse (17<sup>e</sup>)
- Martine DURLACH Politique de la Ville (19<sup>e</sup>)
- Alain LHOSTIS Santé et APHP (10<sup>e</sup>)
- Pierre MANSAT Collectivités territoriales IDF (20<sup>e</sup>)

**ConseillerEs de Paris**

- Nicole BORVO (13<sup>e</sup>)
- Francis COMBROUZE (13<sup>e</sup>)
- Jacques DAGUENET (11<sup>e</sup>)
- José ESPINOSA (12<sup>e</sup>)
- Catherine GEGOUT (20<sup>e</sup>)
- Sophie MEYNAUD (18<sup>e</sup>)
- Jean VUILLERMOZ, Président du groupe (19<sup>e</sup>)

**ConseillerEs d'arrondissement**

- 1<sup>er</sup> Dominique D'HENRY
- 2<sup>e</sup> Simonne GOENVIC
- 3<sup>e</sup> Philippe STIERLIN
- 4<sup>e</sup> Evelynne ZARKA
- 9<sup>e</sup> Patrice COHEN-SEAT
- 10<sup>e</sup> Jean-Pierre LEROUX, Sylvie SCHERER (app.)
- 11<sup>e</sup> Françoise BARAN
- 12<sup>e</sup> Marie-Claire CALMUS
- 13<sup>e</sup> Nelly CHELS, Niamoye DIARRA, Jérôme RELINGER
- 14<sup>e</sup> Jean CALVARY, Camille MARQUES
- 15<sup>e</sup> Véronique SANDOVAL
- 17<sup>e</sup> Jean-Luc GONNEAU (app.)
- 18<sup>e</sup> Dominique CHERIN, Bruno FIALHO, Céline GODIN, Isabelle MAYER
- 19<sup>e</sup> Catherine BALLESTER, Joël HOUZET
- 20<sup>e</sup> Jacques BAUDRIER, Catherine VIEU-CHARIER, Fernanda MARRUCHELLI

**ConseillerEs régionaux**

Patrice BESSAC, François LABROILLE, Véronique SANDOVAL

**Sénatrice**

Nicole BORVO

Site [www.elusparis.pcf.fr](http://www.elusparis.pcf.fr), Contact : [info@elusparis.pcf.fr](mailto:info@elusparis.pcf.fr)  
 Tel 01 42 76 57 68, Fax 01 42 76 62 39  
 Site du Pcf Paris : [www.paris.pcf.fr](http://www.paris.pcf.fr)  
 Site de la ville : [www.paris.fr](http://www.paris.fr)

**L'Autre Paris**

Journal des éluEs communistes de Paris  
 Directrice de publication:

Catherine Gégout  
 Association départementale des élus communistes et républicains de Paris (ADECRC 75)  
 Groupe communiste, Hôtel de Ville, 75196 Paris RP, Tél. 01 42 76 57 68, fax 01 42 76 62 39, [www.elusparis.pcf.fr](http://www.elusparis.pcf.fr), contact: [info@elusparis.pcf.fr](mailto:info@elusparis.pcf.fr)

Conception et réalisation : REGARDS  
 Directeur artistique : Sébastien Bergerat

Commission paritaire en cours  
 Le n° 3 €, les 4 n° 10 €

Impression : CL2

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Abonnez-vous!

Abonnement annuel, 4 numéros: 10 €

Nom..... Prénom.....

Adresse..... E-mail.....

Chèques à l'ordre de ADECRC 75, à envoyer au siège du journal :  
 Groupe communiste, Hôtel de Ville, 75196 Paris RP

**IMMIGRÉS JETABLES**

Le 20<sup>e</sup> innove: le collectif Uni-es contre une immigration jetable a lancé une pétition contre la réforme du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) avec 70 000 signatures. Cette réforme achève de restreindre le droit au séjour pour les familles, les conjoints, les enfants. Elle entérine la quasi-disparition de la carte de résident et s'attaque au séjour des malades étrangers. Elle sera examinée début juillet par le Conseil constitutionnel sur la base du recours déposé par les parlementaires.

[www.contreimmigrationjetable.org](http://www.contreimmigrationjetable.org)

**SOINS PÉRILLEUX**

**Les personnes sans titre de séjour peuvent désormais être interpellées**



**dans les hôpitaux, les centres d'accueil pour toxicomanes, les ambulances, et même dans les blocs opératoires ! La circulaire ministérielle du 21 février 2006 enfreint ainsi la règle tacite mais admise qui protège les patients dans les lieux de soins. L'ONG Médecins du Monde a lancé une pétition demandant le retrait de cette circulaire.**

[www.medecinsdumonde.org](http://www.medecinsdumonde.org)

**SERVICES PUBLICS**

L'agence EDF/GDF du boulevard de Charonne est menacée de fermeture. Ce projet de restructuration n'est pas isolé: un tiers des agences ont disparu ces dernières années. Pour enrayer le processus, des élus ont demandé au maire de Paris d'intervenir «auprès de la direction d'EDF/GDF afin que celle-ci renonce à ses projets de regroupement des points d'implantation des services techniques et d'accueil téléphonique». Une table ronde mettant en présence toutes les parties a également été requise.

**INÉGALITÉS**

Le rapport 2006 de l'Observatoire des quartiers parisiens est disponible. Impulsé par Martine Durlach, il met en évidence les inégalités, la situation sociale des habitants de chaque quartier, et ses évolutions. Cet outil statistique sera réactualisé afin de mesurer la réduction des écarts entre les quartiers.

Le résumé est disponible sur : [www.paris.fr](http://www.paris.fr)  
 Pour la brochure intégrale, s'adresser au journal: [info@elusparis.pcf.fr](mailto:info@elusparis.pcf.fr)

**DES TARIFS PLUS JUSTES**

Les 42 centres d'animation parisiens accueillent chaque semaine 55 000 usagers de tous âges, avec plus de 300 activités de loisirs diverses.

Depuis 2001, ils sont incités à renouer avec les principes de l'éducation populaire: émancipation, épanouissement, animation de proximité, mixité sociale... Clémentine Autain a finalisé une harmonisation des tarifs parisiens en les adaptant aux ressources des usagers. Cette mesure de justice sociale permettra ainsi de démocratiser l'accès à ces espaces de lien social dans les quartiers.

**GROSSES DETTES**

52 millions d'euros: c'est ce que le gouvernement doit à Paris pour le RMI en 2005. Les transferts de compétence imposés par la décentralisation

ont coûté cher à la capitale. Et les compensations versées par l'Etat sont en décalage avec les dépenses réelles, et de beaucoup !

### **DROIT À L'ÉCOLE**

Les élu-e-s communistes demandent à l'Etat le déblocage des moyens nécessaires pour que l'école affronte la rentrée 2006 dans des conditions convenables. Il faut pallier la suppression de postes d'enseignants et l'annonce de fermetures de classes qui vont d'entraver le fonctionnement quotidien des établissements et contre lesquelles parents et enseignants se mobilisent.

**T'ES QUI, DIS, T'ES D'OÙ ? Deux questions qui tournent autour de notre identité, et qu'on rencontre aussi dans la cour de l'école. Découvrez ce nouveau spectacle des Serruriers magiques, avec les enfants du quartier Château Rouge. Deux ans de travail, 25 enfants, 1 spectacle et 1 CD !**

[www.serruriersmagiques.com](http://www.serruriersmagiques.com)

### **UNE MALLE SUR UN DIABLE**

Qu'est-ce qu'une ludothèque itinérante? Une malle transportée sur un diable, une dizaine de jeux, deux tables de camping et quelques chaises. Deux ou trois fois par semaine, l'attirail prend ses quartiers d'été dans les trois squares de La Chapelle.

Le succès de cette initiative du Centre social Espace Torcy, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement, a permis d'organiser une manifestation annuelle, Squares en fête, début juillet, pendant trois jours, square Rachmaninov.

Espace Torcy: 01 40 38 67 00

laisse craindre la disparition de ce lieu mythique. Plusieurs investisseurs privés, ainsi qu'un mécène, pourraient intervenir. Mais seule une part des lots garderaient alors leur vocation artistique, avec des loyers maintenus au même niveau qu'aujourd'hui.

## **DROIT À L'ÉCOLE PALLIER LA SUPPRESSION D'ENSEIGNANTS**

### **PATRIMOINE**

Le patrimoine typographique de l'Imprimerie nationale est en danger. Nicole Borvo, présidente du groupe communiste au Sénat, s'est récemment adressée aux signataires du texte «la typographie en danger» pour interpeller ensemble le gouvernement. Elle avait déjà demandé, à plusieurs reprises, que soient étudiées les propositions concernant la création d'un Conservatoire de l'imprimerie, de la typographie et de l'écrit.

Pétition sur :  
[www.garamonpatrimoine.org](http://www.garamonpatrimoine.org)

### **SPÉCULATION**

La Villa des Arts bientôt transformée en lofts de luxe? Cette cité de Montmartre occupée par plus de quarante artistes, est inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques. Son rachat, en 2005, par la société Transimmeubles

### **LA POSTE**

La Direction régionale de la Poste envisage de fermer 300 guichets parisiens. Cela vient s'ajouter à la fermeture de centres de tri et à la suppression de la 2<sup>e</sup> tournée. A la demande de Jacques Dague-net, le maire de Paris a réclamé la mise en place de la Commission départementale de présence postale et territoriale, afin d'évoquer l'ensemble des restructurations en cours. Les élus locaux y seront associés.

### **TRANSPORTS : TARIFICATION SOCIALE**

Le Conseil régional doit voter le 30 juin une tarification sociale dans les transports publics : gratuité pour les titulaires du RMI et leurs ayants droit (350000 personnes), fortes réductions (75% sur les abonnements carte orange) pour ceux de la CMU, de l'AME, de l'ASS et

Arrachez-moi le cœur vous y verrez Paris / C'est de ce Paris-là que j'ai fait mes poèmes / Mes mots ont la couleur étrange de ses toits / La gorge des pigeons y roucoule et chatoie / J'ai plus écrit de toi Paris que de moi-même / Et plus que de vieillir souffert d'être sans toi

Louis ARAGON

de l'API (700 000 personnes). Cela vient enfin concrétiser une bataille que mènent depuis deux ans les élu-e-s du groupe Communiste Alternative citoyenne (CACR). «Les plus pauvres d'Ile-de-France vont enfin avoir un meilleur accès à la mobilité, un droit essentiel. Les 85 millions d'€ annuels que nous avons réussis à faire inscrire au budget régional ont permis d'obtenir cette première étape.» Ils continueront leur engagement pour qu'à terme toutes les personnes disposant de bas revenus puissent bénéficier de la gratuité.

Pour plus d'infos, voir :  
[www.eluscacridf.org](http://www.eluscacridf.org)

### **DÉCHETS TOXIQUES**

Le 20<sup>e</sup> innove: l'association Ecolistic incite les artisans et les petites entreprises de cet arrondissement – imprimeries, restauration, pressing... – à mieux gérer leurs déchets. Outre des campagnes de sensibilisation, elle identifie les moyens

dont elles ont besoin et leur propose un service de gestion déléguée de collecte et traitement des déchets.



### **TRISTE PRINTEMPS !**

Le «Printemps» Hausmann est en vente. Dès avril la rumeur avait couru, alarmant les 3000 salariés concernés et leurs syndicats. Les élu-e-s communistes avaient demandé un suivi permanent et une veille sur le devenir des grands magasins parisiens qui forgent une grande partie de l'identité du cœur de Paris. Et la ville doit peser de tout son poids pour leur devenir. Ici un rassemblement de soutien à la Samaritaine, avec Nicole Borvo et Jean Vuillermoz

**PARIS-BANLIEUE : EMPLOI**

L'accord passé entre Paris et Plaine-Commune ouvre des pistes pour lutter contre un état de fait: la population locale ne profite quasiment pas des aménagements accueillant de nouvelles activités économiques et commerciales, ni des délocalisations d'entreprises à l'intérieur de la zone dense. L'accord prévoit de recruter 70% des emplois parmi les populations des territoires concernés. En outre, il veut réserver aux entreprises locales 35% des marchés de construction et 70% des marchés

d'entretien et de maintenance.



**FORUMS SOCIAUX**

Les élu-es communistes participent nombreux aux forums sociaux, qu'ils soient locaux, européens, mondiaux. De nombreux réseaux se tissent à ces occasions qui permettent d'organiser des luttes coordonnées, de construire ensemble le

projet d'un autre monde possible.

Ici, en mai 2006, au Forum social européen d'Athènes.

**URGENCE LOGEMENT**

«La crise du logement – énorme augmentation des loyers pour les uns et impossibilité de trouver à se loger pour les autres – n'est pas une particularité du moment. Elle n'est pas limitée à la classe ouvrière, mais atteint aussi la petite bourgeoisie. Elle est un des maux qui résultent du mode de production «capitaliste», ainsi s'exprimait le philoso-

phe Engels... en 1887 ! Aujourd'hui, il faut un véritable plan d'urgence; les communistes ont fait de nombreuses propositions dans ce sens, vis à vis de l'Etat, qui en a la responsabilité première, de la Région, de la Ville de Paris.

**VENTE À LA DÉCOUPE**

Un véritable fléau. Les élu-e-s demandent qu'une loi soit adoptée pour interdire ces pratiques spéculatives qui touchent de plus en plus de quartiers populaires. Et la mise en place d'un Comité de veille afin d'anticiper les ventes à la découpe.

Mais aucune issue législative n'a pu être trouvée. Reste la mobilisation et l'intervention de la ville.

**LOUEZ GAGNANT**

Si vous êtes propriétaire d'un appartement à Paris, la SIEMP vous aidera à le louer. Une activité qui fait partie de la mission de ce dispositif créé pour la mise en location des logements vacants.

Les détails sur : [www.louezgagnant.com](http://www.louezgagnant.com)



**Élus et citoyens**  
**Se former**  
**Innover**  
**Construire ensemble**

**Choisir le Cidefe**

c'est l'assurance :  
 d'un engagement de formations et de services de qualité  
 d'échanges libres et de confrontations d'expériences de ressources pertinentes et mutualisées  
 d'un réseau réactif d'élus, d'experts, de techniciens  
 d'un maillage des territoires par des antennes de proximité et sensibles aux préoccupations locales  
 d'une ouverture sur la société, le monde

**Choisir le Cidefe est un choix de raison et d'efficacité**

CENTRE D'INFORMATION, DE DOCUMENTATION, D'ÉTUDES ET DE FORMATION DES ÉLUS

10 rue Parmentier  
 93100 Montreuil  
 Tel : 01 48 51 78 78  
 fax : 01 48 51 64 70  
[cidefe@elunet.org](mailto:cidefe@elunet.org)

Responsables associatifs, vous pouvez aussi bénéficier des formations du CIDEFE

CIDEFE 75 Bureau 333  
 Hôtel de Ville  
 5 rue Lobau 75004 Paris

## RUE STENDHAL, C'EST LA JOIE

Un grand Ouf ! pour les locataires du 76 rue Stendhal (20<sup>e</sup>) en lutte avec la CNL. Mandatée par la Ville de Paris, la RIVP, bailleur social, a acheté leur immeuble de 48 logements qui devait être vendu à la découpe. Une mixité sociale préservée dans ce quartier Gambetta. Catherine Gégout les accompagnait dans la lutte... et dans la fête.

## PATRIMOINE ET LOGEMENT

Les élu-e-s communistes ont voté contre la vente de deux très grands appartements vacants de la Ville dans le 6<sup>e</sup> arrondissement. Dans une ville qui manque cruellement de logements sociaux relais, l'opportunité d'une décision favorable n'a pourtant pas été saisie. Sans commentaire.

## PHOTOTHÈQUE COMMUNE

La photothèque du mouvement social est un espace de gratuité où professionnels ou amateurs peuvent déposer leurs photos pour les mettre en utilisation libre et gratuite pour l'édition de tracts, journaux gratuits et sans publicité, sites web non marchands. Merci à son concepteur-animateur, Patrice Leclerc.

[www.phototheque.org](http://www.phototheque.org)

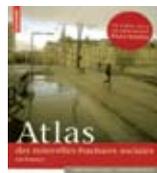
## LIVRES/SELECTION



### SANS-PAPIERS

«Ils nous ont donné des autorisations provisoires de séjour, d'abord de trois mois, sans autorisation de travail. On m'autorise à rester en France pour m'occuper de mon fils, mais on m'interdit de travailler. Pourquoi?» La Cimade, qui milite pour les droits des migrants, propose un éclairage par l'expérience brute et le témoignage des sans-papiers. Aucune situation extraordinaire, juste l'absurdité de lois successives créant de la déviance: travail au noir contraint, amour impossible, prostitution.

*Votre voisin n'a pas de papiers, paroles d'étrangers*, La Fabrique Editions, 15 €



### FRACTURES SOCIALES

Face à des centres «prescripteurs et triomphants», des territoires périphériques et sans parole, où se développe une véritable «contre-culture»: la nouvelle séparation des classes sociales est aussi une séparation spatiale. Un ouvrage pour comprendre les causes du délitement des couches populaires et le danger du vote extrême.

*Atlas des nouvelles fractures sociales en France*, coll. Atlas/Monde, 15 €



### 36 DANS LE MONDE

Chronologie, flashes culturels et éclairages politiques pour embrasser toute une année: 1936, le front populaire triomphe en Espagne et en France. *La Vie est à nous*, disent les communistes français avec Jean Renoir. A New York, où l'on projette les *Temps modernes*, Chaplin est accusé de subversion. La loi sur les congés payés donne droit à la paresse. Mais le bruit de guerre se fait entendre... Ce supplément du journal *Regards* est un excellent guide pour tous ceux qui veulent avoir une vue d'ensemble sur une année qui concentre toutes les contradictions d'une époque.

*Regards*, «L'année 36 dans le monde», numéro spécial 100 p., 6 €



### CITÉS INSURGÉES

Novembre 2005, dans les cités, une jeunesse se révolte. Responsables politiques, chercheurs et acteurs de la vie locale et associative livrent leur analyse de ce mouvement.

Clémentine Autain, Stéphane Beaud, Alain Bertho, Patrick Braouezec, Paul Chemetov, François Dubet, Jean-Pierre Dubois, Gustave Massiah, Laurent Mucchielli, Michel Pialoux, Jean-Louis Sagot-Duvalroux, Évelyne Sire-Marin, Christiane Taubira, Sylvie Vassallo *Banlieues, lendemains de révolte*, Regards-La Dispute, mars 2006, 9 €



### AMNISTIE POUR LES JEUNES ANTI-CPE

Des dizaines de jeunes manifestants sont poursuivis en justice. Pour la plupart, ils n'ont fait que manifester et ont été pris au hasard. Certains ont été condamnés à de la prison ferme. *L'Humanité* a engagé une campagne de pétitions contre la criminalisation de l'action revendicative de ces jeunes. Nicole Borvo est intervenue auprès du premier ministre en lui apportant 45 000 pétitions.



### PARENTS EN MANIF

Le mouvement d'indignation et de résistance de parents, enseignants, citoyens, élus, autour des parents et des jeunes étrangers menacés d'expulsion, de destruction de leur vie familiale prend une grande ampleur dans toute la France, aux côtés du réseau Education sans frontières (RESF). A Paris, le 20<sup>e</sup> arrondissement avec d'autres connaît depuis septembre 2005 une vaste mobilisation. Ils gagnent le droit de vivre en paix pour ces familles, une par une, obstinément. Ils s'organisent pour éviter de mauvais coups cet été. Et le mouvement ne fait que s'étendre.

Pétition sur [www.educationsansfrontieres.fr](http://www.educationsansfrontieres.fr)  
site des parents : <http://univisapourmonpere.free.fr>  
Photos Patrice Leclerc



### BALS

Le 13 juillet à partir de 20h, les communistes de Paris organisent 2 bals : le bal du 13<sup>e</sup>, Place de la Commune de Paris (Butte aux caillies) M<sup>o</sup> Corvisart, le bal du 20<sup>e</sup>, Place des Grandes Rigoles (rue des Pyrénées) M<sup>o</sup> Jourdain et bien sûr, les 15, 16 et 17 septembre à la Courneuve, **La Fête de l'Humanité**.

# Antilibéraux, unissez-vous!

Le 13 mai 2006, un an après la victoire du «non» au référendum, les collectifs unitaires du 29 mai adoptaient une charte antilibérale. Deux jours auparavant, 50 personnalités, dont France Coumian, et différents partis de gauche, dont le PCF, rendaient public un appel « pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes ». Une unité pour réussir, sans préalables de personne, est-elle possible ?



France Coumian, documentaliste audiovisuel, militante du « Collectif du 19<sup>e</sup> pour une alternative au libéralisme »



Patrice Bessac, secrétaire de la fédération de Paris et porte-parole national du PCF, conseiller régional.

**Vous êtes tous les deux engagés en faveur de candidatures unitaires antilibérale. Quelles sont les chances de succès de votre démarche ?**

**France Coumian :** Je crois que nous avons pas mal de chances d'aboutir. Depuis un an, on a vu que les Français sont vraiment contre la politique libérale. Après la victoire du «non» au référendum, les mobilisations contre le CPE l'ont à nouveau montré. Les congrès du PCF et de la LCR ont dit vouloir poursuivre l'unité qui nous a fait gagner. Le 13 mai, l'adoption de la charte antilibérale travaillée par les collectifs dans toute la France a montré que nos points d'accords étaient solides. Enfin, après l'appel pour des candidatures communes antilibérales (cf encadré), des collectifs se mettent en place dans les arrondissements. Je crois que la dynamique est bien partie.

**Patrice Bessac :** Des milliers de militants se sont battus ensemble durant des mois contre la Constitution libérale et contre le CPE. Ces expériences sont un ciment pour l'union. Elles montrent que, lorsque nous sommes rassemblés, nous pouvons gagner contre le consensus libéral. La majorité du peuple de gauche ne supporte plus le libéralisme. Le fait que le PCF s'engage dans l'appel « Pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes » est une nouvelle chance. Cet engagement permet la constitution d'un cadre commun susceptible de débloquer la situation et de construire une campagne commune.

**Votre optimisme contraste avec les difficultés pour aboutir dont la presse se fait l'écho...**

**Patrice Bessac :** C'est vrai que ce n'est pas encore gagné. Le risque de la dispersion est là. J'espère que la LCR va se ressaisir et entrer dans le cadre d'une construction commune. Ensuite, l'important, c'est que le mouvement s'élargisse, que dans les quartiers et les entreprises se constituent des milliers de collectifs d'union populaire.

L'union n'est pas un long fleuve tranquille. L'unité contre la Constitution libérale européenne ne s'est pas faite en un seul jour.

**France Coumian :** C'est vrai que l'attitude de la LCR est troublante. En ne signant pas l'appel, la Ligue choisit de se mettre à part. Mais la LCR n'est pas seule en cause. Le PCF ne répond pas assez clairement, à mon avis, aux interpellations de la LCR sur la participation gouvernementale. Quant à PRS, de Jean-Luc Melanchon, il dit attendre la désignation du candidat socialiste pour se prononcer...

**Patrice Bessac :** Je ne suis pas tout à fait d'accord. Le PCF a très clairement répondu en signant l'appel. Le texte commun est sans ambiguïté. Il dit : « *Si nous n'accédons pas au second tour de la présidentielle, nous nous mobiliserons pour battre la droite et l'extrême droite. Mais nous ne participons pas à un gouvernement qui serait dominé par le social-libéralisme.* » Pour nous c'est clair, la priorité est de battre la droite. Si Sarkozy est élu, ce sera aussi grave que l'élection de Thatcher en Angleterre. La loi Céseda sur l'immigration est un avant goût de ce qui nous attend en cas de victoire de la droite. Mais on ne battra pas Sarkozy sur un simple programme d'alternance ; se dire anti-Sarko ne suffira pas. Il faut une ambition forte. Ce serait une erreur de croire que l'électorat de gauche est un électorat de moutons. Il se mobilisera si nous proposons un projet de changement crédible.

**France Coumian :** Tout à fait d'accord pour la rupture. Il faut inventer quelque chose qui ne soit ni le capitalisme, ni le communisme tel qu'il a existé. Franchement, on se demande pourquoi le PCF, la LCR, la gauche des Verts et la gauche du PS sont encore divisés. Ça fait longtemps qu'ils devraient être unis. Je regrette l'attitude de la Ligue et son absence actuelle. Je me sens orpheline et je reste vigilante. Leur interpellation sur la participation gouvernementale exprime un manque de confiance dans l'attitude du PCF à l'égard de l'alliance avec le PS.

Et ils expriment quelque chose que nous sommes nombreux à penser. Leur présence serait utile pour retenir le PCF de retourner dans les erreurs du type gauche plurielle.

**Patrice Bessac :** Il faut être clair sur l'ambition : nous voulons gagner, nous voulons donner à ce pays un gouvernement de gauche, qui réponde aux attentes populaires, qui rompe avec le libéralisme. Pas la réédition de 1997 qui a mené à l'échec. Nous voulons que la gauche gouverne sur des bases antilibérales, de changement. C'est là notre ambition.

### **A quoi tiennent les difficultés de la gauche antilibérale ?**

**Patrice Bessac :** Notre vraie difficulté est d'offrir une réponse politique commune. 80 % des gens de gauche se disent actuellement que Ségolène Royal est la meilleure pour battre la droite alors qu'ils sont contre le CPE et le libéralisme. Je ne dis pas qu'ils sont bernés. Au contraire, ils sont très lucides. A nous de montrer qu'une autre voie est possible, un vote vraiment utile pour rassembler contre la droite et pour ouvrir une nouvelle perspective.

**France Coumian :** ... Oui, il faut que le vote utile soit celui de la gauche antilibérale. Il faut se dire que nos idées peuvent arriver au pouvoir, telles qu'elles sont et non pas aménagées.

**Patrice Bessac :** Il y a une fenêtre historique pour les idées que nous défendons. Nos idées peuvent être majoritaires. En Amérique latine, en Europe, le mouvement de contestation du libéralisme se renforce, gagne parfois. En France aussi, nous pouvons gagner et casser la chape de plomb. Une révolution est possible au sein de la gauche, il est possible que les idées de transformation soit majoritaires dans ce pays.

### **Et concrètement, vous voyez comment la désignation du candidat commun, ?**

**France Coumian :** Je ne sais pas clairement, mais je ne vois pas que cela puisse échouer. Le PCF dit qu'il décidera en octobre. Sans doute, une nouvelle fois, la LCR va repousser sa décision à fin octobre. Je ne crois pas que le PCF puisse faire machine arrière. Les collectifs vont en débattre et je pense qu'on va aboutir.

**Patrice Bessac :** Le PCF a fait un choix fon-

damental lors de son congrès en mars, celui de rechercher le rassemblement anti-libéral et de candidatures communes. Nous n'allons pas nous en écarter. Bien évidemment, les 137 000 communistes seront consultés au terme du processus. L'essentiel, c'est de permettre aux comités locaux, à toutes celles et ceux qui s'engagent de construire la campagne collective et les candidatures. C'est en débattant à des milliers que nous trouverons la solution. Personnellement, je pense que la proposition de la candidature de Marie-George Buffet est un atout pour réussir. Elle a montré ses capacités, notamment pendant le référendum, à conduire une campagne réellement collective. Et puis, nous devons mettre l'avenir en dé-

bat : nous avons besoin de construire un rassemblement, une coalition durable des forces de transformation, qu'elles soient politique, associatives, syndicales, citoyennes, populaires.

**France Coumian :** Plusieurs candidatures sont possibles. Est-ce que, si Marie-George n'est pas retenue, le PCF ira quand-même ? Pour l'unité, il ne faut pas de préalables de personne.

**Patrice Bessac :** Le PCF, dans son congrès et en signant le texte a choisi librement d'engager la construction du rassemblement antilibéral. Nous voulons réussir l'union populaire ●

### **Pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes (extraits).**

**Appel signé par 50 personnalités et des partis dont le PCF, Alternative citoyenne, les Alternatifs, Mars, etc.**

En moins d'un an, à plusieurs reprises, la société française s'est insurgée contre le libéralisme, destructeur de vies et d'avenir. (...) Notre pays a besoin d'une rupture avec le cadre libéral, et non d'un aménagement de celui-ci. Ce choix, qui doit être traduit en propositions précises, correspond à l'attente de millions de femmes et d'hommes de notre pays. Il a vocation à être majoritaire au sein de la gauche, à y battre les politique d'adaptation et de renoncement, ouvrant ainsi la voie à un changement politique et social profond.

(...) Nous affirmons que seule une union de toutes les énergies antilibérales autour d'un projet commun, seules des candidatures communes antilibérales de gauche aux élections présidentielle et législatives peuvent ouvrir la voie à une authentique alternative : sociale, écologique, anti-discriminations, démocratique. (...)

Nous nous battons pour gagner. Nous voulons en finir avec le pouvoir de la droite, en finir durablement avec une politique dont le pays fait les frais depuis trop longtemps. C'est pourquoi nous avons l'ambition de changer en profondeur la donne politique, de bouleverser le rapport de forces à gauche. Nous voulons construire une forte dynamique populaire et citoyenne, œuvrer ainsi à l'essor des mobilisations sociales, avec l'objectif d'une majorité et d'un gouvernement qui appliquent une politique au service du peuple. Une politique en rupture avec le libéralisme, opérant des choix respectueux du futur de la planète et des humains qui y vivent. Nous le croyons possible. Si nous n'accédons pas au second tour de la présidentielle, nous nous mobiliserons pour battre la droite et l'extrême droite. Mais nous ne participerons pas à un gouvernement qui serait dominé par le social-libéralisme.

Des propositions convergentes existent sur nombre de questions essentielles. Elles fournissent déjà un fondement solide à notre rassemblement.

Notre campagne commune aux élections présidentielle et législatives devra s'inspirer de celle menée pour le rejet du Traité constitutionnel européen. C'est la même dynamique unitaire que nous devons donner à voir dans les entreprises, les quartiers, les meetings, les médias. Cette campagne devra être portée par les différentes sensibilités engagées dans le processus et ensemble, partout, par les milliers de citoyens qui s'y retrouveront. Un tel cadre collectif permettra d'échapper à la dérive présidentialiste encouragée par les institutions et de désigner celle ou celui qui symbolisera le mieux notre unité à l'élection présidentielle.

Le texte peut être signé sur <http://www.alternativeunitaire2007.org>

24 H AVEC...



Au lycée, nous nous mobilisons pour Thanuj. Sri Lankais, menacé d'expulsion pour le 30 juin : rassemblement, 1000 pétitions, parrainage à la mairie du 19<sup>e</sup> arrondissement.



Ma permanence, sans rendez-vous. Une photographie terrible des problèmes des gens : logement, endettement...



Petite fête pour la réouverture, après rénovation, de la bibliothèque Fessart, la plus vieille bibliothèque de prêt de Paris.



J'affiche sur le panneau du PCF dans la salle des profs.

# 24 HEURES AVEC JOEL HOUZET

## Un vendredi presque ordinaire

**Joel Houzet est élu communiste, adjoint au Maire du 19<sup>e</sup> arrondissement, chargé de la culture.**

**L'expérience d'élu est passionnante, d'une diversité dont ces images montrent quelques facettes. Mais je voudrais vous parler plus de ma délégation à la culture.**

Le 19<sup>e</sup> arrondissement, avec ses 180 000 habitants, n'est pas une mairie de plein exercice. Le budget sur lequel j'influe, jusqu'à présent, n'est que de l'ordre de un euro par habitant. Le 19<sup>e</sup> fourmille d'événements culturels. J'essaie de favoriser les interventions dans les quartiers populaires et dans l'espace public. Et aussi mettre en lien des personnes, des structures, faire de la communication. Je réunis un pôle culturel sur des thèmes de proximité. Chaque mois, j'envoie une lettre Internet.

Le «104» rue d'Aubervilliers, opération culturelle majeure dans un quartier populaire, m'occupe beaucoup. J'ai rencontré autour de ce beau projet des gens sensationnels. Il faudrait que je vous parle aussi des bibliothèques, de leur rénovation et de leur nombre. La Mairie aide leurs initiatives, expositions, concerts, lectures... Et aussi le conservatoire : je voudrais qu'il rayonne; l'éducation musicale des enfants me soucie. Dans les écoles, il faudrait une politique volontariste avec des moyens. Des initiatives exemplaires existent avec la Maison du Geste et de l'Image et le Théâtre Paris-Villette... D'autres se développent avec le Plateau et, bien sûr, le «104». Mais le Rectorat n'aide pas vraiment ! Entre le milieu scolaire et la culture, il faut que cela change, il doit être possible d'établir de véritables partenariats !

Et demain ?

Un élu, un chargé de mission, pas de service culturel, c'est quand même peu ! Un poste par arrondissement pourrait être créé, et il faudrait aller plus loin dans la déconcentration. La démocratie participative, de proximité reste encore embryonnaire. Aller plus loin, faire confiance aux citoyens et aux associations doit être possible. Et, pourquoi pas, créer un pôle culturel régulier, une sorte de conseil de la culture, à Paris et dans chaque arrondissement.

Enfin, pour les acteurs culturels et les associations, il faut plus de moyens financiers et d'un accès plus simple, des locaux, des ateliers... Le budget de la culture reste insuffisant. Les événements au plus près des quartiers et des habitants ne sont pas assez soutenus, facilités. Après des actes exemplaires, des événements populaires, la construction de nouveaux équipements, la gratuité des musées, la prochaine mandature devrait marquer de ce point de vue une nouvelle étape décisive.

Joel Houzet ●

Vous trouverez beaucoup plus d'informations sur mon site :  
<http://perso.wanadoo.fr/joel.houzet>

**PHOTOS : ANDRÉ LEJARRE / LE BAR FLORÉAL**



La belle salle des mariages de la Mairie du 19<sup>e</sup>. Eh oui, on se marie encore beaucoup !



Je suis prof de sciences physiques en BTS Traitement des matériaux. 13 h par semaine avec les élèves, et du beau matériel pour les quatre heures de travaux pratiques.

## CHRONIQUE

## Histoire Paris/Banlieue

## A CONTRETEMPS

## LA CONSTRUCTION DES FORTIFICATIONS

La construction des Fortifications entre 1841 et 1845, à l'initiative d'Adolphe Thiers, enferme Paris dans une muraille militaire, alors que les autres métropoles occidentales arasent leurs enceintes, remplacées par des boulevards, et que les élites urbaines prônent l'ouverture des villes. La crise d'Orient entre la France et l'Angleterre et la crainte d'une nouvelle invasion liée au souvenir de celles de 1814 et 1815 réactivent ce projet qui datait des années 1830 ; la tension internationale justifie la logique militaire, alors que l'opposition républicaine et libérale refuse «l'embastillement» de Paris, qu'elle juge guidé par des préoccupations policières. Les conséquences sur le développement urbain sont occultées : si cette construction suscite un vaste débat politique, les plaintes des communes périphériques dont le territoire est soit amputé, soit enfermé par le mur d'enceinte sont ignorées, comme celles des communes dont le territoire se trouve réduit d'une portion de leur espace classé en zone non aedificandi. Le souvenir de la violence de ce découpage reste aujourd'hui encore extrêmement vif dans les communes qui en ont été victimes. L'enceinte militaire crée une nouvelle configuration spatiale autour de la capitale : un entre-deux, appelée «la petite banlieue», qui comprend les communes ou morceaux de communes (Gentilly ou Ivry) enserrés entre le mur d'octroi des Fermiers généraux et l'enceinte militaire ; celle-ci, d'une largeur moyenne de 128 mètres, est formée d'une route de desserte, d'un mur avec courtines et bastions, percé de 52 portes, et précédé par un fossé et un glacis, sans parler de la couronne des 16 forts extérieurs. Enfin, à l'extérieur, une bande de 250 mètres grevée de servitudes, la zone. Cette construction militaire, jugée anachronique au moment de son édification, marque encore le partage des territoires entre Paris et sa banlieue et pose la question de l'annexion des communes suburbaines, résolue sous le Second Empire ●

Annie Fourcaut, historienne

## Paris-banlieue, le trait d'union

Comment repenser le développement de la métropole parisienne ? Pierre Mansat, maire adjoint chargé des relations avec les collectivités territoriales d'Ile-de-France présente son initiative de Conférence métropolitaine.

### En juillet commence la «Conférence métropolitaine». Quelle est l'origine du projet ?



Dès 2001, nous avons dit qu'il manquait un lieu de dialogue pour analyser, comprendre et proposer des objectifs communs à Paris et à sa région, l'agglomération. Le préalable au dialogue était de rétablir des relations de confiance et de partenariat entre Paris et ses voisins. Nous nous y sommes attachés et nous l'avons matérialisé dans la signature d'une quinzaine de conventions entre Paris et des collectivités locales. Ce dialogue rétabli, il m'a semblé possible, en mars 2005, de formuler cette proposition ambitieuse de conférence métropolitaine.

### Quelle est la signification des mots «conférence métropolitaine» ?

Une conférence, car il ne s'agit pas d'une réunion d'un jour, mais d'un lieu durable. Ce lieu ne sera ni une association, ni une intercommunalité : ce ne sera donc pas un lieu institutionnel, il n'aura pas de pouvoir décisionnel. Il s'agit d'une nouvelle scène politique.

Métropolitaine, car ce n'est pas une réunion fermée sur elle-même mais ouverte sur la région.

### Paris a souffert de cet esprit de domination. Il s'agit de rompre avec cette histoire

#### Qui sera autour de la table ?

Cette conférence va rassembler des maires et des élus présidents de communauté d'agglomération, élus de cette réalité à géométrie variable qu'est la métropole parisienne. La métropole parisienne n'a pas un périmètre précis. Ce périmètre varie selon les sujets : déplacements, développement économique, loisirs et commerce, habitats,

Sur le site [paris.fr](http://paris.fr), une abondante rubrique «coopération Paris-banlieue» rassemble réflexions et connaissances sur ce territoire commun. On signale en particulier la mise en ligne de l'excellente lettre trimestrielle *Extramuros*. On trouvera également des contributions d'élus franciliens, des données actualisées. Une mine.

etc. Nous voulons réunir dans cette conférence le cœur de l'agglomération, là où se concentre le plus d'habitants et de richesse. Mais aussi d'inégalités. C'est dans cette partie la plus dense que se joue de façon décisive le développement de l'ensemble de l'agglomération. L'absence de coordination, de mise en commun des politiques publiques est néfaste à tous. Les difficultés sociales, la saturation des modes de transports, le développement économique concurrentiel, le déficit de logements sont autant de sujets qui imposent cette meilleure coordination.

#### Quid des départements et de la région ?

Cette conférence doit être en partenariat avec les conseils généraux et, bien sûr, avec la région. Ce sont eux les garants d'une rencontre nourrie d'une vision d'ensemble et qui valorise les coopérations à l'échelle de la région.

#### Et Paris, ne sera-t-il pas dominant ?

La conférence doit, dans son principe même, être un lieu d'égalité entre collectivités. En fin de compte, tout le monde a souffert de cet esprit de domination, Paris aussi. Il s'agit de rompre avec cette histoire. Comme communiste, c'est une idée que j'ai faite mienne depuis longtemps. Nous avons toujours porté cette volonté de rétablir des relations d'égalité entre Paris et la banlieue. C'est une condition pour lutter contre les inégalités territoriales ●



Porte des Lilas, requalification et couverture du périphérique. Réconcilier et recoudre les territoires / Photo: Mairie de Paris / DU / Jacques Leroy

## Points de vue des acteurs de la banlieue



**Yann Joubert, maire de Gentilly**

«Aujourd'hui, les communes doivent régler cette contradiction: toutes les questions auxquelles nous sommes confrontés ont une dimension intercommunale forte, qui crée un besoin de coopération et de regroupement; dans le même temps, l'exigence de démocratie participative, de gestion de proximité, impose de faire vivre les

communes comme foyers de démocratie locale, de ne pas les dissoudre dans une grande "communauté urbaine". Nous devons inventer des espaces d'échanges et de discussions non institutionnels, à géométrie variable, efficaces et respectueux du pluralisme. C'est pour cela que je me rendrai à la Conférence métropolitaine, et c'est aussi pour cela que j'ai souhaité son existence.

La proposition de Paris est arrivée alors que Gentilly, comme d'autres villes, menait déjà une politique de coopération avec la capitale. A mon sens, la Conférence métropolitaine est un prolongement de cette politique. Elle doit nous permettre d'échanger et d'avancer sur des problématiques communes à Paris et aux villes proches, qu'il s'agisse des transports, de l'habitat, du développement économique, des inégalités territoriales et sociales de l'environnement... Bien sûr, nous ne serons pas étrangers aux débats qui concernent la région dans son ensemble, puisque c'est en ce moment que se discute le schéma directeur de la région Ile-de-France. De ce point de vue également, la Conférence métropolitaine est utile: l'agglomération a un rôle à jouer dans ces grandes orientations. J'espère qu'à terme cette initiative nous permettra d'avancer sur des projets communs.» ●



**Jacqueline Rouillon, maire de St-Ouen**

«Je considère cette Conférence métropolitaine comme une nouvelle étape qualitative pour l'agglomération parisienne.

Depuis cinq ans, Saint-Ouen et Paris ont noué des relations pour résoudre des problèmes partagés.

Concrètement, nous avançons vers un fonction-

nement commun des Pucés: stationnement, nettoyage, etc. Autres exemples: nous partageons 5 portes avec Paris et ces franges, jusqu'alors maltraitées, sont aujourd'hui regardées autrement par Paris... Nous prenons conscience les uns et les autres de l'ampleur des échanges entre nos villes: travail, logements, loisirs. Les mouvements dans les deux sens s'amplifient. Mais nous voulons qu'ils soient équilibrés; Saint-Ouen ne peut être seulement le refuge de ceux qui ne peuvent plus vivre à Paris.

Ces cinq ans ont permis une écoute nouvelle entre nos deux villes et des progrès réels. Mais il faut encore avancer. On sent bien que sur les question du logement, des transports et du développement économique nous ne pouvons raisonner à nos seules échelles communales.

La Conférence métropolitaine crée un cadre pour dépasser les approches communales ou d'agglomération. Son intérêt est de se placer dans une logique de projet et non institutionnelle, ce qui permet de rassembler nos analyses, nos attentes et nos propositions dans l'intérêt des habitants.» ●

## MARCHÉ

J'aime les marchés de Paris, leurs couleurs, la richesse des étalages, les cris des vendeurs, cette vie qui donne envie de tout acheter et de ramener toute cette vie à la maison. J'aime particulièrement le marché de Belleville. Son fatras me rappelle le pays dans lequel je suis née.

J'aime l'étonnement de ma mère quand, de passage dans son village au sud de l'Italie, je lui décris ce lieu de vie et... le prix de ses denrées. J'aime aussi le concentré du monde offert par toutes ces langues entremêlées qui parviennent à se rejoindre dans celle qui, utilisée de façon malhabile, écorchée, nous permet de nous comprendre, de communiquer.

## MÉTRO

A moitié plein, totalement vide ou archi-bondé, souterrain ou aérien, j'aime le métro. Rapide, efficace, non polluant. Mais aussi espace de rencontres, de lecture, de maquillage, de méditation, d'études... sans compter cette formidable photographie mouvante de la sociologie d'une population parisienne aux différences très marquées, selon les lignes et les quartiers qu'elle traverse. Et s'il était gratuit ?

## BOUCHES DE MÉTRO

Un tract dans les mains et cela devient un espace de débat, d'échanges. Les idées circulent, les mots fusent, parfois choquant. J'aime la politique de la rue.

## MUR DES FÉDÉRÉS

Une ambiance, une émotion, quelque chose qui colle à la peau. Luttas, massacres, cet espoir puissant d'un autre monde possible qui a poussé à s'insurger collectivement – et pousse encore ! – des femmes et des hommes d'ici et d'ailleurs. Comme si toute cette énergie s'était agglomérée dans les pierres. Ce n'est pas un lieu que "j'aime" : il fait partie de moi, il me "constitue".

## TERRASSES DE BISTROTS

J'étais venue à Paris avec dans la tête l'image, puisée dans mes lectures, du café de Flore et des Deux Magots. Je m'y suis finalement rendue une seule fois, pour voir. En revanche, j'ai découvert le plaisir des terrasses, celles des cafés de mon quartier de Ménilmontant. Terrasses pour lire, rencontrer les amis, regarder le monde passer, profiter d'un rayon de soleil.

## CIEL

Je suis fascinée par le ciel de Paris. Jamais pareil, jamais le même. Unique ! Plein de vie qui change à chaque instant. Des nuages et l'instant d'après un coin de ciel bleu, tout de suite gris et même un peu rose. C'est un ciel qui vit à l'unisson de la ville, rapide, frénétique et après les nuages qui défilent lentement... Un bleu aux mille gradations ou des couleurs bariolées. Des lumières qui changent la couleur des immeubles, qui changent les personnes. Et que dire de ces couchers de soleil éternels ?

## PARISIEN-NE-S

En boubou, en costume cravate, en djellaba, en jupe courte ou en jeans, qui rient, qui boudent, j'aime ces hommes et ces femmes qui, tout comme moi, vivent dans cette ville et la font vibrer de leurs différences. J'aime cette foule bariolée, mélangée, que certains voudraient réduire à une bouillie sans odeur et sans saveur.

## PARIS QUE J'AIME PAR

FERNANDA MARRUCHELLI

Conseillère communiste du 20<sup>e</sup> arrondissement,  
seule élue de nationalité étrangère à Paris

# Quelle ville voulons-nous ?

Quelle que soit leur impression sur le film *Amélie Poulain*, les élus communistes du conseil de Paris affirment que «Paris n'est pas un village». Ils font même de ce constat un programme et engagent une bataille pour faire entendre leur point de vue sur le devenir de la capitale. Explications.

**L'actualité parisienne de ce début d'été s'est cristallisée autour de l'adoption du PLU-plan local d'urbanisme (cf encadré). Fixant les grands principes pour la construction et l'aménagement des villes, le PLU déterminera fortement l'évolution de Paris. Derrière la réglementation en matière d'urbanisme, c'est la place du logement et du logement social, celle de l'activité et des bureaux, la place des équipements et des espaces publics qui se joue. Logique dans ces conditions que le débat soit vif... même entre partenaires de la majorité municipale.**

## LA DIVERSITÉ SOCIALE S'ÉTIOLE

Le constat est connu : «Comme dans la plupart des grandes villes du monde, Paris se dissocie : les populations aisées et les plus défavorisées se concentrent au cœur des villes tandis que les classes populaires et moyennes sont rejetées vers la périphérie. Paris a connu cette hémorragie de 1960 à 2000. Si la population se stabilise aujourd'hui, la diversité sociale continue à reculer et l'activité économique à se fragiliser» écrivent les élus communistes et apparentés dans une tribune publiée par le journal *l'Humanité*.

## UN ENJEU GLOBAL

Premières en cause, la cherté et la rareté du logement à Paris. Le problème a pris désormais une ampleur exceptionnelle. Avec des prix moyens au m<sup>2</sup> de 4000 € au mieux, ce sont les familles des classes moyennes qui, après les classes populaires, doivent quitter Paris. Certes en cinq ans, près de 19000 logements sociaux ont été financés par la ville. C'est un très gros effort. Mais c'est en dessous des attentes des élus

## REPÈRE

### QU'EST-CE QU'UN PLU ?

**Le plan local d'urbanisme (PLU),** succède à l'ancien POS Plan d'occupation des sols. Il est rendu obligatoire par la loi «Solidarité et renouvellement urbains» (SRU) de décembre 2000. Le PLU s'appliquera dès septembre 2006. Il fixe les règles de construction et de démolition et définit les orientations urbaines à l'horizon de dix à quinze ans.

**Les principales dispositions du PLU :** Le PLU parisien entend rééquilibrer la capitale en encourageant les bureaux et les activités à l'Est et les logements à l'Ouest. Il impose un minimum de 25% de logements sociaux dans les projets de construction de logements privés supérieurs à 800 mètres carrés, dans les périmètres qui en comportent peu. Paris compte 14% de logements sociaux pour 110000 demandeurs. Le PLU se fixe l'objectif de réaliser de 4000 à 4500 logements sociaux par an et, conformément à la loi, d'arriver à 20% de logements en 2020. Il renforce la protection du commerce et de l'artisanat. Par ailleurs, 4000 bâtiments ou ensembles bâtis s'ajoutent aux 1900 déjà protégés... ●

communistes qui demandent 5000 logements sociaux par an.

L'enjeu est politique et dessine une idée de la ville : «Il serait impensable de réserver un territoire que la nation a doté d'équipements exceptionnels et d'un système de transports en commun le plus dense du monde, à quelques résidents tranquilles pouvant se payer un hyper-centre d'agglomération dé-densifié.»

### LE GROS MOT EST LÂCHÉ : DENSITÉ

Pour les élus communistes, il faut être cohérent : si l'on veut que le centre de l'agglomération soit partagé, il doit être dense. A l'inverse, un centre ville rare, ne pourrait être qu'un privilège... pour privilégiés.

Le débat sur la densité n'est pas parisien. Il est également au cœur des discussions pour la révision du schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF). A l'échelle parisienne comme à celle de la région, l'enjeu démocratique se double d'une dimension écologique : ou on densifie ou on étale. Et si on étale, on prépare une agglomération de la voiture ... et de la pollution. La cohérence est du côté du parti pris de densité.

### LA VITALITÉ ÉCONOMIQUE

Dernier élément dans la balance : la vitalité économique de Paris. On est revenu des idées des années 1960 opposant Paris et le désert français. Aujourd'hui, on sait que le dynamisme de l'agglomération parisienne (4<sup>e</sup> agglomération mondiale) nourrit les autres dynamiques (nationales et européennes). On sait aussi que la banlieue ne peut se développer que si la ville centre est active, et vice versa. D'où l'objectif de reconquérir 130000 emplois sur les 190000 perdus dans les années 1990.

Comment maintenir la population parisien-

### CE QUE LES COMMUNISTES ONT OBTENU

Nombre d'améliorations ont été obtenues. Ainsi, l'objectif d'aller vers 4500 logements sociaux par an, le seuil de 800 m<sup>2</sup> pour intégrer 25% de logements sociaux dans un programme, la rénovation d'hôtels meublés. Mais aussi le maintien de l'activité économique prévue, que les Verts voulaient réduire. Et la diversification de cette activité, dont les bureaux ne sont qu'une part. La protection des faubourgs dans leur mixité habitat-emploi. Et aussi, avec d'autres, l'augmentation de la proportion de logements sociaux dans les territoires de la couronne, et de nombreuses réserves pour logement social à l'intérieur de Paris. Sur une meilleure utilisation des terrains libres, les communistes ont obtenu la création d'un groupe «densité» dans la municipalité pour travailler sur des projets concrets (voir encadrés)

### PLU, UN VOTE DIFFICILE

Le PLU a été adopté le 12 juin en Conseil de Paris. 70 voix pour (PS, PCF, MRC), 55 voix contre (53 UMP et 2 UDF) et 33 abstentions (22 Verts et 11 UDF et non-inscrits) sur 158 votants. La droite UMP, qui ne voulait pas d'un Paris solidaire, a mené une violente offensive et le groupe des Verts a tenté de confisquer le débat, menaçant de voter contre le PLU, pour enfin s'abstenir ; et aussi se réclamant de la défense du logement social mais s'opposant, avec l'aide de la droite, à nombre de dispositions qui favoriseraient la réalisation de logements. Une caricature: cet amendement de la droite, adopté grâce au renfort des Verts, supprimant 210 logements pour des infirmières dans le 16<sup>e</sup>, parce qu'ils mordaient sur un grand espace vert.

### DENSITÉ ET HAUTEUR NE SONT PAS SYNONYMES

Qu'est-ce que la densité ? Ce terme désigne une densité construite de surface de planchers sur une parcelle donnée. La densité a généralement mauvaise presse. Pour beaucoup, la densité est assimilée aux grands ensembles. Or ce type de formes urbaines est, en fait, parmi les moins denses du point de vue du rapport surface de plancher / surface de la parcelle.

Ainsi, à la Courneuve, la densité est perçue comme élevée. Pourtant si l'on examine la densité réelle, elle est six fois moindre que celle du tissu urbain haussmannien. La perception de la densité est donc subjective et dépend de la forme des constructions et de l'espace public. Des quartiers parisiens très denses sont plébiscités au titre de la qualité de la vie, et ils ne sont pas perçus comme denses. Tout le monde apprécie d'avoir de nombreux commerces et services au pied de chez soi ou très proches: c'est précisément ce qui n'est rendu possible que par une grande densité. Le débat sur la densité devrait être déconnecté, au moins partiellement, de celui sur les hauteurs... ●

ne en nombre et en diversité sociale, reconquérir des emplois, limiter les échanges pendulaires entre Paris et Banlieue ?

Les communistes l'expriment dans une position globale qui a alimenté le débat parisien : «*L'avenir de cette ville, dont le destin est si intimement lié à celui de l'agglomération – et réciproquement – ne peut pas se penser à partir de l'idée qu'il y a trop de monde à Paris, trop d'activités, trop de mobilité. Cette conception de la ville est stérilisante: elle pousse à l'étalement urbain, confine le logement social aux plus démunis, repousse l'activité économique et organise la rareté des droits à construire, facteur de spéculation foncière.*»

«*Il faut affirmer clairement le choix d'un cœur de métropole compact, dense, actif économiquement, divers socialement, accueillant pour les familles et solidaire de toute l'agglomération.*»

### REPÈRE

#### LES BESOINS EN LOGEMENTS D'ici à 2020 il faudrait produire par an : 3500 logements sociaux

au minimum pour que Paris maintienne sa population, plus de 4000 pour atteindre le quota de 20% de logements sociaux défini par la loi SRU, – moins de 1500 par an furent construits dans la période Tibéri – et 5000 pour répondre à la crise du logement. C'est ce que demandent les élus communistes. Ils proposent pour cela de mobiliser une partie des recettes des taxes que perçoit la Ville sur la spéculation (droits de mutation). Celles-ci devraient s'élever à 700 millions d'euros en 2005.

#### DES PROPOSITIONS CONCRÈTES

Le parti pris de la densité affirmé par les élus communistes n'est pas resté général et de principe. Il s'est accompagné d'une proposition audacieuse : celle d'envisager de relever le plafond parisien. Dans les quartiers périphériques, les élus ont proposé que sur la majeure partie de ces emprises, la hauteur autorisée soit portée de 31 à 50 mètres. L'objectif premier est de libérer du sol pour les équipements et les espaces verts. Les élus argumentent : « La densité permet la mixité et l'émergence dans ces lieux, jusqu'à présent défavorisés sur les plans urbain et social, d'une réelle qualité de vie, car elle autorisera un investissement large de l'espace public, l'apparition de commerces de proximité, d'équipements et de jardins. Tous ces éléments qui font la qualité spécifique de la vie parisienne ne sont possibles que dans un environnement dense. Aujourd'hui, réfléchir à la possibilité de construire des formes urbaines denses, c'est s'inscrire dans la continuité de l'histoire parisienne. Paris est une des villes les plus constituées et ordonnancées du monde. S'autoriser des libertés d'aménagement ne détruira pas une cohérence aussi achevée » ●



Le secteur Paris Nord Est, une des grandes emprises de la couronne où se trouvent les derniers terrains libres conséquents / Photo: Mairie de Paris / DU

## Des tours à Paris ?

On a parfois caricaturé la position des communistes, présentés comme voulant hérissier Paris de tours ! Que disent-ils en réalité ? " Partout où le paysage et le contexte le permettent, mettons en place un urbanisme de projet, affranchi des carcans des règlements conservateurs à base de gabarits et d'alignements. Ils ne sont plus aujourd'hui des outils efficaces pour aménager certaines grandes emprises de la couronne où se trouvent les derniers terrains libres conséquents ". Dix architectes ont été sollicités, comme Yves Lion, pour identifier des sites sur lesquels on pourrait se libérer de ces carcans, et mieux utiliser le foncier, si rare. Au lieu de construire des immeubles tous de la même hauteur (31 ou 37m), on pourrait moduler les hauteurs en s'autorisant à monter jusqu'à 50m (limite au delà de laquelle un immeuble est classé

" de grande hauteur "). On aurait ainsi plus de logements, mais aussi de l'activité diversifiée, des commerces, des espaces verts, une ville mixte, avec une qualité de vie.

Par ailleurs quelques lieux bien précis pourraient accueillir des immeubles de plus de 50m, donc de véritables tours, écologiques, autosuffisantes en énergie et aux usages mixtes. Oui, vous avez bien lu, des tours à Paris ! Mais pas n'importe où, ni pour n'importe quoi ! Toutes les grandes métropoles mondiales rivalisent dans la construction de bâtiments exprimant la modernité, les architectes français s'y illustrent d'ailleurs. Pourquoi Paris s'interdirait-elle cette modernité urbaine et architecturale ? Le traumatisme des grandes démolitions des années 60-70 et de l'urbanisme sur dalle n'est pas digéré. Tant mieux. Il faut, c'est certain, et on le peut aujourd'hui, allier modernité, qualité et paysage parisien.

Certains font malicieusement observer que plusieurs communes de première couronne poursuivent actuellement des projets de tours. Donc Paris aura des tours à ses portes, que cela plaise aux parisiens ou pas. De part et d'autre du boulevard périphérique ces tours pourraient être des liens entre Paris et la banlieue, et d'une échelle capable de s'adresser à l'horizon de l'agglomération comme à la proximité des infrastructures. Paris a un rôle à jouer pour la qualité et la complémentarité de ces projets ●

## REPÈRE

### **BONUS POUR LES LOGEMENTS SOCIAUX ET POUR L'ENVIRONNEMENT**

Le PLU intègre la possibilité que lui donne la loi d'appliquer des bonus de Coefficient d'occupation des sols (le COS, qui détermine la hauteur de construction autorisée sur une parcelle). Ainsi, un bonus de COS de 20% pourrait être consenti sur les parcelles destinées à recevoir des logements à usage locatif social bénéficiant d'un concours financier de l'Etat. Une bonification supplémentaire de 20% pourrait également être accordée aux constructions remplissant des critères de performances énergétiques ou comportant des équipements de production d'énergie renouvelable. Ces mesures permettront dans certains cas d'augmenter sensiblement le nombre de logements réalisés, même si elles ne pourront s'appliquer que partiellement, vu les contraintes imposées par de nombreuses autres règles d'urbanisme. ●

## 21 ter rue Voltaire

Dans une rue étroite du 11<sup>e</sup> arrondissement, entre la place de la Nation et le cimetière du Père-Lachaise, se niche un haut lieu du mouvement alternatif. Les initiés l'appellent le « 21 ter », rue Voltaire, cela va de soi.

Un nom passe-partout faute de savoir comment qualifier cet endroit qui, dans sa diversité, résiste aux définitions sommaires. On y trouve des associations de solidarité internationale, des collectifs de réfugiés et de sans-papiers, mais aussi une librairie (Quilombo), un label de musique indépendant (Crash Disc) et un diffuseur spécialisé dans les revues (Dif'pop).

Certains travaillent sur place, d'autres y ont juste leur adresse postale. Mais tout ce petit monde contribue à la convivialité et au dynamisme de ce lieu militant que l'architecte Raoul Pastrana a conçu comme une maison. Les bureaux individuels sont situés au deuxième étage. Le rez-de-chaussée et le premier étage abritent les espaces communs tels que la cafétéria et les salles de réunion qui sont mises à disposition quand des mouvements sociaux, comme celui des chômeurs ou des sans-papiers, se déclenchent. De temps en temps, lors de ses célèbres soirées de soutien, le

« 21 ter » ouvre ses portes pour vibrer au rythme de la fête.

La palette des sensibilités représentées « va des anars à une tendance plus proche de la gauche alternative qui a soutenu le projet d'une candidature unique », souligne Gaël Goéré, le directeur du CICP (Centre international de culture populaire). Cette association est née en 1976, sous l'égide de personnalités comme Gustave Massiah, de la volonté politique d'apporter un soutien matériel, logistique et humain à ceux qui défendaient les droits de l'Homme, les luttes de libération nationale et les travailleurs immigrés. Elle gère aujourd'hui, sans subventions de fonctionnement, environ quatre-vingts associations. Mais son activité ne s'arrête pas là. Investie dans le projet RELACS (Réseau des lieux associatifs de création et de solidarité), elle appuie aussi la création de nouvelles structures et défend les lieux en difficulté ●

SAISIS DANS LES RUES DE PARIS

